Initiatives ministérielles

La situation en Europe est totalement différente de la situation en Amérique du Nord. En Europe, si vous avez un passeport rouge, vous pouvez travailler dans un autre pays que le vôtre. Cependant, en Amérique du Nord, un citoyen canadien ne peut pas travailler aux États-Unis ou vice versa.

Pourtant, le président du Mexique a dit hier que, si nous ne participons pas à cet accord de libre-échange, des millions de jeunes gens viendront au Canada et aux États-Unis pour chercher du travail. Sommes-nous obligés d'accepter que ces millions de jeunes gens viennent chercher du travail chez nous? Non, madame la Présidente, nous ne sommes pas obligés d'accepter cela. Toutefois, nous perdons chaque jour des emplois au profit de nos voisins du sud.

Même si le gouvernement n'a pas encore révélé sa stratégie relativement à ces négociations, il semble clair que les pays étrangers réclameront un traitement semblable à celui accordé aux Américains aux termes de l'accord de libre-échange, un traitement semblable à celui accordé à la Banque AMEX.

Au nom des députés de ce côté-ci de la Chambre, je dois répéter encore une fois que le gouvernement ne doit pas, pendant ces négociations commerciales, affaiblir la position concurrentielle des institutions financières canadiennes. Devrions-nous participer à ces négociations? Certains députés disent que nous devrions être à la table des négociations.

J'ai parlé à plus de 14 000 de mes électeurs l'été dernier. Quatre-vingt-douze p. 100 d'entre eux ont dit clairement: «Nous n'avons pas besoin d'un accord de libre-échange avec le Mexique.» Nous n'avons pas besoin de participer à ces négociations. Si nous y participons, nous affaiblirons la position financière de notre pays et notre engagement envers les Canadiens sur le plan financier. Nous examinerons très attentivement ces deux projets de loi pendant que le Comité des finances en sera saisi.

• (1550)

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Madame la Présidente, je me réjouis de pouvoir poser deux ou trois questions à mon collègue. Je suis heureux qu'il participe au débat concernant la modification de la Loi sur les banques. Dans sa circonscription, comme dans la mienne du reste, la conjoncture économique est très difficile actuellement. Beaucoup de petites et moyennes entreprises y sont en grave difficulté.

Mon collègue a parlé un peu d'American Express. Lors du débat en deuxième lecture de ce projet de loi, nous en avons tous parlé.

Vendredi dernier, j'ai dit à la Chambre que nous devrions peut-être donner à la société American Express l'occasion de vérifier si elle satisfait ou non aux exigences d'une banque à charte normale. Nous devrions peut-être inviter des représentants de cette société à comparaître devant le comité, entre la deuxième et la troisième lectures. Il serait peut-être intéressant de soulever ces questions devant eux. J'aimerais savoir ce que mon collègue en pense.

Par ailleurs, la population a actuellement l'impression que les grandes institutions financières comme la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque TD et la Banque de Montréal forment une sorte de cartel. Nous savons qu'il n'en est rien, mais la population a l'impression qu'il existe un cartel des institutions bancaires.

J'appuie l'amendement au projet de loi qui propose d'y inclure les compagnies d'assurances. Je crois qu'en les incluant, on favoriserait une plus grande concurrence. Le NPD n'est pas de cet avis, mais je ne suis pas encore convaincu que sa façon de voir soit juste.

Le député ne pense-t-il pas qu'il serait bon d'inclure les compagnies d'assurances dans la catégorie des institutions financières? Elles pourraient ainsi prêter de l'argent à de petites et moyennes entreprises, et celles qui, en général, doivent fermer définitivement leurs portes après avoir essuyé un refus d'une des grandes banques pourraient ainsi se tourner vers d'autres prêteurs.

J'aimerais savoir ce que le député en pense.

M. Karygiannis: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Broadview—Greenwood de partager ses préoccupations avec nous. Qu'il s'agisse des entreprises familiales des circonscriptions rurales ou des dépanneurs du coin, nous avons tous, dans nos circonscriptions, de petites entreprises. Elles vivent toutes des moments critiques actuellement. Leurs propriétaires doivent aller demander des prêts à la banque pour pouvoir survivre à six mois de récession. Le gouvernement nous dit que la récession est terminée. . .

Une voix: Trois ans de récession.

M. Karygiannis: Le gouvernement dit qu'il a bon espoir que dans six mois nous en serons sortis, mais je n'y crois absolument pas. Les banquiers se montrent intransigeants. Voici ce qu'ils disent: «Voyons voir. Vous devez tant, votre passif est de tant et votre actif, de tant. Vous voulez emprunter? N'y pensez pas!» Si nous donnions cette possibilité à d'autres institutions comme les compagnies d'assurances, les banquiers seraient peut-être plus accommodants quand viendrait le moment de consentir des prêts.